

La question ukrainienne (1917-1921)

Autor(en): **du Bois, Pierre**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **33 (1983)**

Heft 2

PDF erstellt am: **21.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-80898>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

LA QUESTION UKRAINIENNE (1917–1921)

Par PIERRE du BOIS

*«A certains moments, il semblait que la seule chose
qui fût restée intacte, en ce monde,
était le feuillage des marronniers.»*

Constantin Paoustovski¹

1. Introduction

Le traitement de la question ukrainienne ne laisse pas d'être malaisé. A l'extrême complexité des faits et des événements – et de leur reflet dans les archives – s'ajoutent les partis pris nationalistes et idéologiques qui traversent souvent les travaux historiques.

Les difficultés surgissent au départ même de la réflexion. La première tient à l'essence de l'Ukraine – niée sinon en Petite-Russie² où elle est affirmée sur un mode plus culturel que politique par des cercles relativement isolés qui, en contrepartie de leur action, subissent censure et répression, du moins dans l'ancienne Russie, où domine l'idéologie centralisatrice grand-russienne. La multiséculaire confusion des deux Russies vaut-elle loi ou ne résulte-t-elle que d'un abus continu de pouvoir? L'écho que rencontrent les mots d'ordre nationalistes au lendemain de la Révolution de février semble constituer un élément de réponse, et les succès des partis qui se réclament de l'ukrainité aux élections à la Constituante de novembre 1917 et aux élections partiellement tenues à la Constituante ukrainienne de février 1918 un autre. Encore l'échec final du mouvement national ukrainien non bolchevique d'une part, et la doublure socialiste du programme des partis ukrainiens révolutionnaires d'autre part, relativisent-ils l'affirmation première.

L'identité nationale déjà discutée – mais non discutable étant donné la conviction qu'un certain nombre de Petits-Russiens en ont – ne se prolonge en conscience nationale que selon des intensités dont la mesure réelle, en l'absence de données convergentes adéquates, demeure aléatoire. Les

1 C. PAOUSTOVSKI, *L'histoire d'une vie*, t. 3, *Une ère inconnue commence...*, Paris, 1964, p. 159.

2 La Petite-Russie désigne l'Ukraine dans l'ancienne Russie.

contradictions qui apparaissent dans l'attitude des Ukrainiens – mais desquels? c'est encore une autre question – tout au long des années de crise appellent inévitablement à la circonspection.

La seconde difficulté initiale réside dans la délimitation du champ ukrainien. A l'existence de deux territoires ukrainiens distincts, le russe et l'autrichien³, qui se rapprochent par la culture et se séparent par l'histoire, s'ajoutent les différences qui se manifestent à l'intérieur des deux Ukraines. Ni les neuf gouvernements de la Petite-Russie, ni la Galicie, ni la Ruthénie ou encore la Bukovine ne sont peuplés ethniquement d'une manière homogène. Les variations du taux d'ukrainité interviennent non seulement d'une région à l'autre mais encore de la ville à la campagne et d'une classe sociale à l'autre. Les imbrications ethniques interfèrent avec les clivages sociaux, et les clivages sociaux avec les sensibilités idéologiques. Russes ou Petits-Russiens les ouvriers de Krivoi Rog et du Donbass? Grecs, Juifs ou Petits-Russiens les commerçants, employés ou dockers d'Odessa? Même les deux capitales des Ukraines russe et autrichienne, Kiev et Lvov⁴, ne sont habitées que par une minorité d'Ukrainiens. L'embrouillamini socio-ethnique, additionné à la division du territoire ukrainien – ou considéré comme tel – retentit nécessairement sur l'intelligibilité de la question. La multiplicité même des variables originelles rend d'emblée hypothétique toute certitude de conclusion.

Seulement complexité et confusion ne s'arrêtent pas aux structures. Elles trouvent leur prolongement dans la conjoncture et les événements. A aucun moment de la révolution ukrainienne les logiques ne semblent suivre leur cours jusqu'au bout – même celle du bolchevisme qui, sous le couvert de son aboutissement heureux, a été entrecoupée de cassures et d'échecs. Kiev, la ville symbolique, n'a-t-elle pas été prise et reprise, perdue et reperdue six fois par les armées de Lénine avant d'être conquise définitivement le 17 juin 1920?

A trois niveaux la texture événementielle est caractérisée par la multiplicité – dans le temps, dans l'espace et au niveau des acteurs. Encore l'interprétation des trois plans tend-elle à suraccuser l'impression de désordre. Entre la chute du tsarisme et la conclusion du traité de paix entre la Pologne, la Russie et l'Ukraine soviétiques le 18 mars 1921 à Riga, le télescopage des événements est constant. Mais s'il l'est manifestement à l'évidence des drames qui secouent l'Ukraine – et la Russie – durant les années de braise, il l'est aussi dans l'espace sans fin de la plaine ukrainienne – entre la Galicie, où s'affrontent dès le mois de novembre 1918 Polonais et Ukrainiens occidentaux, et les bords du Don. Les luttes idéologiques, politiques, sociales, voire ethniques, se déroulent dans l'amplitude maximale de la confusion

3 Sous la Double Monarchie, ce sont les termes de ruthène et de galicien qui désignent ce qui est ukrainien.

4 Lvov (en polonais) est connue sous trois autres noms: Lviv (en ukrainien), Lemberg (en allemand) et Léopol (en français).

spatiale et temporelle, surdéterminées qu'elles sont encore par le nombre des acteurs. Ce ne sont pas moins de cinq forces locales, régionales ou nationales et de trois ou quatre forces internationales qui s'affrontent en des combats longtemps incertains en territoire ukrainien: à savoir les nationalistes ukrainiens orientaux ou occidentaux, les bolcheviks de l'extérieur et de l'intérieur, les Russes blancs, les anarchistes de Nestor Makhno, les verts – ou incontrôlés. Avec en sus les Allemands et les Autrichiens, qui ont occupé l'Ukraine de mars à novembre 1918, voire plus tardivement encore, les Français et les Grecs qui ont débarqué à Odessa, Kherson, Nikolaïev et dans d'autres ports ukrainiens au cours de l'hiver 1918–1919 et ont tenté d'exercer une sorte de contrôle sur tout le Sud-Ouest de la Russie jusqu'à leur réembarquement au cours du printemps 1919, les Polonais dont les ambitions se sont souvent achoppées à celles des Ukrainiens mais se sont aussi conjuguées avec elles en avril 1920.

La situation est encore compliquée par les conflits de tendance et de personne qui déchirent les différents partis. Le mouvement nationaliste lui-même, qui a cristallisé l'attention des historiens ukrainiens de la diaspora, est divisé en tendances et en stades que traduisent déjà les trois régimes qui se succèdent en quelque sorte les uns aux autres dans le désordre entre mars 1917 et décembre 1918: la Rada Centrale – coiffée d'un Secrétariat Général exécutif que président tour à tour le social-démocrate Vinnišenko et le socialiste-révolutionnaire Holubovič – jusqu'au 29 avril 1918, l'Hetmanat – incarné dans le général très russifié Paul Skoropadskij – jusqu'au 14 décembre 1918 et, après, le Directoire que semble dominer de sa stature politique et militaire le célèbre Petljura. Tout en étant plus uni derrière sa direction centrale, le mouvement communiste ukrainien n'échappe pas aux luttes de faction. Les débats initiaux sur la création d'un Parti bolchevik séparé, qui font déjà apparaître de sérieuses divergences de vue, sont suivis d'après controverses qui surviennent à l'occasion des discussions sur l'indépendance ukrainienne. La proclamation de la République socialiste soviétique d'Ukraine le 10 mars 1919 n'empêche pas la continuation des zizanies intestines, que les négociations avec l'aile extrémiste des socialistes-révolutionnaires ukrainiens, la tendance borotbiste, plus proche des bolcheviks, accroissent encore.

Aussi bien dans sa dimension intérieure qu'extérieure, la question ukrainienne est marquée au sceau des retournements de situation. Les malentendus à propos de la Petite-Russie elle-même – deux ou trois Ukraines ont presque continuellement coexisté ou interféré l'une avec l'autre: celle des nationalistes, celle des communistes et celle des anarchistes – s'accompagnent de ceux qui touchent à la politique des puissances interventionnistes. Sans doute les Allemands et les Autrichiens ont-ils témoigné d'une certaine cohérence dans la poursuite de leurs fins politiques, économiques et militaires. Mais les Anglais et les Français? Ballottés entre des tentations, des

ambitions et des intérêts contradictoires, ils hésitent et louvoient plus qu'ils ne suivent une ligne clairement définie. Ce qui est vrai des stratégies alliées prises collectivement l'est tout autant de ces mêmes stratégies considérées séparément. Sans compter que l'intervention directe déchaîne contre elle-même la fureur de certaines unités qui sont censées la réaliser – les marins mutins de la Mer Noire. L'enjeu ukrainien – très diversement interprété – se mêle à tous les autres qui, au même moment, conditionnent la politique des Etats occidentaux. Le que faire? au sujet de l'Ukraine est étroitement dépendant des que faire? à propos de la Russie – ou des Russies – et de la Pologne. Mais Russes rouges et blancs et Polonais s'interrogent eux-mêmes au sujet de la Petite-Russie. Comment l'utiliser et la manipuler pour assurer la réussite de leurs propres plans de conquête – ou reconquête – et d'expansion? Dans la rivalité entre la Russie soviétique et la Pologne, bientôt exaspérée en guerre ouverte, l'Ukraine intervient à la fois comme objet de convoitise et masse de manœuvre. Déjà défaite elle-même par la violence des assauts qu'elle subit et des passions qu'elle abrite, l'Ukraine est ainsi encore intégrée bon gré mal gré dans les affrontements qui, à travers elle, opposent les puissances grandes et moyennes. Les tensions intérieures s'entrecroisent avec les tensions extérieures, la guerre civile avec la guerre étrangère.

2. De l'autonomie à l'indépendance

Outre l'abolition du tsarisme, l'éclatement de la Révolution russe entraîne le bouleversement de tous les ordres établis – jusqu'à la remise en cause de l'empire même. A peine les événements de Petrograd sont-ils connus qu'à travers la Russie naissent et essaient les dissidences. La «prison des peuples» vole en éclats. En moins d'un an, la question nationale devient un abcès de fixation majeur de la politique russe.

Pas plus que les autres nations périphériques, l'Ukraine n'échappe à la contagion des nationalismes. Alors que dans la capitale, les nouveaux pouvoirs tâtonnent encore, les patriotes ukrainiens esquissent un premier pas vers une relative autonomie. Le 17 mars 1917, à Kiev, est créé un Conseil central ukrainien (ou Rada) formé de représentants de la Société des Ukrainiens progressistes, d'institutions coopératives et éducatives et de diverses associations universitaires, culturelles et régionalistes. Ses mots d'ordre fédéralistes provoquent immédiatement des tensions avec les délégués de Petrograd. Le conflit entre centralistes et fédéralistes éclate au grand jour. Les menées autonomistes gagnent en ampleur et en écoute. Le recrutement de la Rada s'élargit. En avril, un Congrès national ukrainien convoqué par elle vote en faveur de l'autonomie territoriale. Les bolcheviks locaux eux-mêmes

– encore que certains d’entre eux se réclament d’idées «luxemburgistes»⁵ – se gardent de condamner le nouveau cours des choses. De Petrograd, Lénine ne proteste-t-il pas du droit des peuples à disposer d’eux-mêmes contre le Gouvernement provisoire dont il dénonce les tendances grandes-russiennes?⁶ A Kiev et dans d’autres villes de Petite-Russie, les congrès succèdent aux congrès. Des militaires demandent la constitution de véritables unités ukrainiennes au front et à l’arrière; des paysans adoptent des résolutions autonomistes dont le but premier avoué est de réserver le bénéfice de la très prochaine redistribution des terres aux seuls indigènes. Les partis social-démocrate et socialiste-révolutionnaire, longtemps acquis à une vision pan-russe, penchent maintenant du côté de l’autonomisme.

Avec Petrograd, la crise atteint bientôt son point de rupture. En mai, le Gouvernement provisoire, qui cultive l’hésitation avec une certaine constance, propose aux Ukrainiens un statut boiteux d’autonomie administrative, où sont distinguées deux Ukraines, la rurale – et la pauvre – qui bénéficie de l’initiative, et l’industrielle – et la riche – qui en est exclue. C’en est trop pour la Rada. Le 10 juin, un manifeste officiel, le Premier Universal, où est affirmée l’autonomie à l’intérieur du cadre russe et rejetée conséquemment la tutelle du pouvoir central, est publié. Des structures gouvernementales sont mises sur pied. Des responsables de département nommés. Et élu à la présidence de l’exécutif – ou Secrétariat Général – le journaliste et écrivain social-démocrate Volodimir Vinnišenko. En quelques mois, l’Ukraine est née à elle-même.

A travers le pays, le message nationaliste circule avec rapidité. Des seules sphères intellectuelles, la conscience nationale ukrainienne semble être descendue progressivement dans le peuple. L’idiome petit-russien est érigé en langue officielle. A côté des journaux russes fleurit une presse ukrainienne; à côté des livres russes une édition nationale. La politique d’a-culturation est révisée et inversée.

Encore les ambiguïtés ne manquent-elles pas d’apparaître dans le tableau apparemment trop beau du nationalisme ukrainien. Idées et sentiments sont vécus sur des modes qui varient d’une classe à l’autre. Alors que l’intelligentsia et la bourgeoisie ukrainiennes essaient d’élaborer une idéologie de l’ukrainitude, dont l’envers manifeste – et manifesté – est l’antirussisme, la paysannerie, qui constitue l’immense majorité de la population, nourrit une sensibilité nationale dirigée essentiellement contre les classes exploiteuses étrangères ou considérées comme telles, les nobles polonais, propriétaires de riches terres à l’Ouest du Dniepr, les nobles russes, *pomeščiki* dispersés aux quatre coins de l’Ukraine orientale et centrale, les commerçants et usuriers,

5 V. MARKUS, *L’Ukraine soviétique dans les relations internationales et son statut en droit international 1918–1923*, Paris, 1959, pp. 159 et ss.

6 LÉNINE (V.I.), *Œuvres*, t. 24, Paris, 1967, pp. 432–437.

presque toujours juifs, fixés dans la zone de résidence et parfois au-delà⁷. Diabolisé par les uns, le danger russe n'est que relativisé par les autres, tant il est vrai que le nationalisme agraire revêt d'abord un caractère économique et social et seulement secondairement politique et culturel. De son côté, la classe ouvrière ne montre souvent qu'indifférence, voire hostilité au séparatisme. Formée en grande partie d'immigrants venus de Russie et majoritairement concentrée dans les villes industrielles de l'Est, elle prête une attention presque exclusive aux mots d'ordre sociaux. Le nationalisme ukrainien à résonance antirusse ne rencontre ainsi au mieux qu'un écho étouffé auprès des masses laborieuses.

L'hétérogénéité des sensibilités nationales tient donc aussi au caractère composite de la population elle-même. Avec les Petits-Russiens cohabitent des Russes et des Juifs – ou encore des allogènes. Statistiquement majoritaires, les Ukrainiens sont inégalement répartis sur le territoire national. Seuls paraissent totalement ukrainiens les gouvernements de Poltava, de Tchernigov et de Kiev, à l'exception notable des villes. Dans les gouvernements limitrophes de la Moscovie, les Grands-Russiens constituent des minorités nombreuses, de même que les Polonais en Podolie et en Volynie, les Tatars en Tauride, les Juifs «un peu partout» – sans compter les Allemands du gouvernement de Kherson⁸. L'inégale répartition entre les régions se double d'une division marquée entre la ville et la campagne. Kharkov et Kiev sont même plus russes qu'ukrainiennes et Odessa carrément cosmopolite. La césure entre les Petits-Russiens et les autres allogènes recoupe, dans le contexte des luttes nationales et sociales, celle qui sépare l'intelligentsia, la paysannerie et la classe ouvrière. Sous l'apparence de son succès grandissant, le nationalisme ukrainien chanté à Kiev et dans d'autres villes se heurte à des structures de classe et de nationalité qui empêchent son implantation en profondeur.

Fondé, le nationalisme ukrainien paraît l'être à l'évidence d'un idiome, dont l'Académie de Saint-Pétersbourg a reconnu en 1904 la qualité de langue, d'un territoire relativement bien – ou mal – délimité, d'une culture élitaire et plus encore d'un folklore qui, bien enraciné dans les siècles, a conservé son identité propre. Il n'empêche que dans ses énoncés et dans ses impacts, il n'est pas exempt d'ambiguïté. D'une part, il hésite au niveau des systèmes politiques entre un indépendantisme net de tout compromis et un autonomisme – ou régionalisme – conçu dans un cadre fédéral ou confédéral. Et d'autre part, souvent étroitement lié au socialisme, il induit en incertitude sur ses desseins derniers.

La réception même de l'idée nationale dans la forme compliquée de socialisme que lui donnent les chefs du mouvement ukrainien varie suivant les classes ou les couches sociales. Ce sont les intellectuels de la petite et

7 E. H. CARR, *La Révolution bolchevique. La formation de l'URSS*, Paris, 1969, pp. 295 et ss.

8 L. RÉAU, *La République indépendante d'Ukraine*, Paris, 1918, p. 12.

moyenne bourgeoisie, les enseignants, les prêtres, les journalistes, ou encore les officiers subalternes, les employés de l'administration qui répondent immédiatement avec le plus d'enthousiasme et de détermination au discours des nationalistes pris en tant que tel. En revanche, les paysans, peu éduqués et conséquemment peu sensibles aux subtilités idéologiques, réagissent en fonction de leurs intérêts immédiats – le partage des terres qui équivaut dans leur esprit à leur ukrainisation. Dans la haute bourgeoisie et plus encore dans la noblesse – si peu nombreuse – l'idée ukrainienne est mal reçue, voire carrément rejetée. Russifiée à l'extrême, la classe supérieure continue d'être dominée par une vision grande-russienne de l'Empire. Tout l'incline à ne concevoir d'avenir qu'en étroite relation avec la mère Russie: son éducation, ses alliances matrimoniales, ses traditions politiques, ses connexions économiques. A quoi s'ajoute la réaction sociale de peur devant la tournure révolutionnaire du nationalisme ukrainien.

A côté des courants hétérodoxes nationaux, la Petite-Russie abrite encore les courants hétérodoxes des minorités allogènes juive, polonaise, russe, dont les nationalismes interfèrent plus qu'ils ne dialoguent avec le nationalisme ukrainien majoritaire. Loin d'être cantonnés aux seules classes moyennes, les clivages ethniques s'étendent à la classe ouvrière, dont l'unité est contredite par la réalité des regroupements politiques nationaux. Contre l'internationalisme centraliste de Lénine triomphe pour ainsi dire un socialisme national qui se cristallise dans les partis socialistes – marxistes ou non – ukrainiens, polonais et israélites⁹. De là les difficultés premières que les bolcheviks rencontrent dans leur politique d'implantation.

Tirailé entre des tendances variées, accueilli d'une manière ambiguë par la classe paysanne, ignoré ou combattu par l'élite russifiée, bousculé par les antagonismes ethniques – l'une des formes qu'il épouse n'est autre que l'ancestral antisémitisme – le nationalisme ukrainien, si manifestement exalté au lendemain de la Révolution de février et si certainement répandu au niveau des sensibilités, comporte des contradictions qui hypothèquent au départ même de son aventure sa cohérence et sa cohésion.

L'importance des handicaps est toutefois dépassée momentanément par la dynamique du mouvement. Même Petrograd commence à en tenir compte. Devant l'accroissement de la tension, les ministres Tereščenko et Ceretelli le 11 juillet 1917, et le 12 Kerenski lui-même, arrivent à Kiev pour discuter avec les leaders de la Rada des relations de l'Ukraine et de la Russie et de leur institutionnalisation. La volonté d'aboutir est affirmée des deux côtés. Et des résultats conséquemment atteints. En contrepartie du maintien de l'Ukraine dans le cadre russe, les chefs nationalistes obtiennent la reconnaissance de l'autorité de la Rada centrale et son droit de parler en souveraine. Les représentants du gouvernement provisoire vont jusqu'à inviter le

9 Le *Bund* est le principal des partis socialistes juifs.

Conseil ukrainien à publier un nouvel Universal, «ce symbole de la souveraineté»¹⁰.

C'est chose faite de 16 juillet. Le Deuxième Universal stipule la création d'un Secrétariat Général comme autorité exécutive chargée par le Gouvernement provisoire des affaires proprement ukrainiennes. Le même jour, à Petrograd, une Proclamation officielle confirme les arrangements de Kiev. L'autonomie interne est désormais un fait accompli et reconnu.

La radicalisation et l'extension du mouvement nationaliste sont encore accentuées au cours de l'été. Le mot d'ordre de l'autonomie tend même à être de plus en plus souvent remplacé par celui de l'indépendance. Afin d'accroître sa représentativité, la Rada centrale ouvre désormais ses rangs à tout l'éventail social, national et politique de l'Ukraine. Au Secrétariat Général, socialistes-révolutionnaires, sociaux-démocrates et socialistes fédéralistes cohabitent. Un bundiste est chargé du secrétariat du contrôle d'Etat. Un israélite est nommé au vice-secrétariat aux affaires juives. Au-delà du territoire ukrainien, Kiev exerce même une sorte de rayonnement incident sur l'ensemble de l'Empire à l'occasion du Congrès des nationalités de Russie qu'elle accueille en septembre 1917.

Le débordement d'initiative, le débat national permanent, l'audacieuse ouverture signifient-ils pour autant une véritable consolidation de l'autonomie ukrainienne et des instruments qui la soutiennent? Les événements semblent révéler une certaine détermination des nationalistes. Le Gouvernement provisoire a fini par céder devant les pressions et les exigences de la Rada. Une administration a été mise en place. Une armée aussi, formée presque spontanément par les soldats ukrainiens dès le mois d'avril. La Rada centrale, qui réunit plus de huit cents membres, prend de plus en plus l'allure d'une véritable et vénérable Assemblée Nationale. Et trop longtemps persécutée, la culture ukrainienne renaît avec une vigueur vengeresse.

Mais est-ce suffisant pour rassurer sur l'avenir? A l'image de toute la Russie, l'ordre est loin de régner. Des régions entières échappent à l'influence de la Rada. L'armée inspire peu de confiance. Usée par la guerre, elle commence à montrer à l'automne des signes évidents de lassitude et de relâchement. Et l'influence du discours nationaliste sur les masses paysannes reste superficielle. La question agraire continue de primer la question nationale. Et la question sociale la question politique.

Alors que la tension entre la Rada et le Gouvernement provisoire a très vite repris après les accords de l'été, la Révolution d'octobre donne encore un coup d'accélérateur à l'indépendantisme ukrainien. Plus encore que le chaos et les inconnues qui suivent, c'est le double discours de Lénine qui inquiète les autorités de Kiev et les précipite dans la voie de la sécession. Le leader communiste entend bien accorder aux nationalités le droit de disposer

10 A. CHOULGUINE, *l'Ukraine contre Moscou*, Paris, 1936, p. 123.

d'elles-mêmes, comme en témoigne la Déclaration générale des droits des peuples de Russie que le Conseil des commissaires du peuple lance le 15 novembre. Mais il accompagne son libéralisme de cautèles qui en nuancent, voire corrigent la signification première. Deux thèses conditionnent son attitude réelle – celle de la solidarité évidente des « humiliés et des offensés » par delà les frontières et celle de l'unité nécessaire du parti. Dans son esprit, le séparatisme n'est admissible qu'après que les soviets d'ouvriers, censément contrôlés par les bolcheviks, ont pris le pouvoir et exclu, par le fait même de l'internationalisme prolétarien, le séparatisme. Paradoxe apparent où entre le double jeu du discours de propagande et de l'idéologie militante. Sans doute les intentions de Lénine se brisent-elles momentanément sur l'implantation encore clairsemée des bolcheviks en Ukraine. A l'exception des régions industrielles de l'Est et du Sud, le parti ne compte que peu de militants. Il n'en reste pas moins que les leaders de la Rada, tout convaincus qu'ils soient des vertus de la révolution socialiste, comprennent ou soupçonnent les arrière-pensées des dirigeants de Petrograd et en tirent des conclusions de défiance qui traduisent en d'autres termes la réaction ordinaire contre les menées grandes-russiennes.

Devant ce qu'elle considère comme l'anarchie de l'autorité à travers le pays russe, la Rada vote le 20 novembre 1917 la création de la République Démocratique Ukrainienne. Un Troisième Universal en porte la proclamation sur la place publique. La sauvegarde de l'ordre est associée au principe de l'indépendance dans le cadre d'une très théorique fédération de peuples égaux et libres.

Sans être complètement coupées, les relations entre Kiev et Petrograd sont vécues sur un mode de sourde animosité qu'illustrent la condamnation du coup d'Etat bolchevik par le Comité élargi de la Rada, la Mala Rada, et les diatribes de la presse communiste contre le « nationaliste-bourgeois » Conseil central ukrainien. Des incidents à caractère militaire contribuent à alourdir encore l'atmosphère. Lénine et ses collègues tiquent devant les mesures que le Secrétariat Général prend en vue d'ukrainiser l'armée et de la soustraire à l'influence communiste. Des unités russes bolchevisées sont désarmées. Le sang coule incidemment à l'occasion d'affrontements. L'apparente collusion entre la Rada et l'ataman Kaledine qui, à Rostov sur le Don, regroupe des forces conservatrices, ajoute un grief supplémentaire au cahier des doléances bolchevistes. La mauvaise humeur n'épargne pas l'économie ou les finances. Devant le refus que la Banque d'Etat de Petrograd oppose à une demande de fonds, la Rada est pour ainsi dire contrainte de franchir un pas de plus dans la voie de l'indépendance totale en décidant l'émission de ses propres billets de banque en décembre.

Les leaders ukrainiens sont d'autant plus déterminés à ne pas s'en laisser conter que les électeurs semblent leur donner raison. Aux élections à la Constituante, qui se sont déroulées à peu près normalement le 25 novembre,

les partis nommément ukrainiens l'ont très largement emporté¹¹. Alors que les bolcheviks ne recueillaient dans toute l'Ukraine qu'un dixième des voix et qu'à Kiev même ils descendaient à un vingtième, les socialistes révolutionnaires ukrainiens réunissaient près de la moitié des suffrages. A la lumière des chiffres, la victoire de l'ukrainisme est éclatante. Mais à la lumière des motivations qui ont réellement conditionné, inspiré l'électeur?

D'une manière très révélatrice, c'est le parti le plus influent au Secrétariat Général, le parti social-démocrate ukrainien, qui a, somme toute, réalisé le score le plus insignifiant – moins d'un centième des votes exprimés. Son échec comptable tend du même coup à réduire l'importance de la réaction nationale – ou régionale – dans la manifestation du choix. Qui vraiment plus que Vinniŝenko, Petljura et leurs camarades incarne une certaine ukrainitude? Et pourtant ils ont essuyé un sérieux revers. En sens inverse, l'immense succès des socialistes-révolutionnaires tient tout autant, sinon plus, au contenu «partageux» de leur programme électoral qu'aux articulations nationalistes. Même là où, dans des districts très autochtones, ils se présentent sans l'étiquette ukrainienne, parfois en concurrence avec les socialistes-révolutionnaires nommément ukrainiens, ils réalisent encore des scores remarquables. A l'évidence des controverses, la lecture des résultats électoraux ne laisse pas d'être contradictoire et aléatoire. Il reste que, dans le cas précis de l'Ukraine, l'excessive accentuation qui a été mise sur l'explosion nationaliste ne rend pas compte de toute la dimension sociale et révolutionnaire de la bataille électorale. Tout au plus les résultats électoraux prouvent-ils une certaine sensibilisation nationale de l'électorat, mais non un véritable raz-de-marée nationaliste, déterminé par une réelle conscience nationale vécue à tous les échelons de la société.

Malgré qu'elle ne reconnaisse pas expressément le Conseil des commissaires du peuple, la Rada suit avec attention et anxiété ses initiatives. Aux décrets de Petrograd, elle répond par les siens. Et quand les bolcheviks entreprennent des démarches auprès des Allemands en vue de conclure un armistice d'abord, la paix ensuite, les leaders ukrainiens envisagent de leur emboîter le pas. Le mot d'ordre d'une paix «démocratique et juste sans contribution ni annexions» rencontre un écho considérable dans les masses. Et les Ukrainiens savent bien les risques qu'ils courent en différant les négociations avec les Centraux. Seulement, ils sont soumis à des pressions contradictoires, où interviennent à des titres divers et les autochtones et les étrangers.

De limitée à la Russie qu'elle était jusqu'alors, la question ukrainienne tend de plus en plus à devenir une question internationale. A la faveur de la crise qui frappe l'ancien Empire des tsars, l'Ukraine est pour ainsi dire prise

11 O. RADKEY, *The Election to the Russian Constituent Assembly*, Cambridge (Mass.), 1950, p. 89.

dans un faisceau de sollicitations concurrentes. Alors même que les Centraux, qui ont tout au long de la guerre encouragé le séparatisme petit-rusien, en privilégiant les prisonniers ukrainiens dans les camps, en abritant, à Vienne, l'Union pour la Libération de l'Ukraine, en finançant des Bureaux ukrainiens dans les pays neutres – à Lausanne notamment – dans le dessein avoué d'affaiblir, de miner de l'intérieur leur ennemi russe, projettent dès le mois de novembre un rapprochement avec la Rada, les Français et à un moindre degré les Anglais pensent à déplacer en quelque sorte leur alliance de la Russie vers l'Ukraine.

Le 18 décembre, le général Tabouis, qui commande la mission militaire française à Kiev, adresse aux Ukrainiens une proposition d'aide financière et technique qui prolonge celle qu'il leur a déjà faite à la mi-novembre. Est-ce suffisant pour convaincre l'organe exécutif de la Rada, le Secrétariat Général, de revenir sur ses intentions premières? Au-delà de ce qu'il attend vraiment des alliés – une reconnaissance complète de l'indépendance ukrainienne – il doit compter prioritairement avec la conjoncture interne de la Russie et avec les conséquences inévitables qu'elle entraîne sur le plan des choix stratégiques impératifs.

Or, loin de se cantonner dans l'audace des discours, les bolcheviks ont entrepris deux séries de démarches qui concernent directement les Ukrainiens. D'une part, ils ont conclu le 15 décembre un armistice avec les puissances centrales à Brest-Litovsk, créant du même coup un nouvel état de fait – et un nouvel état d'esprit – sur le double front international et interne, et récupérant incidemment des forces qui leur faisaient cruellement défaut dans le contexte de guerre civile larvée où commence à être plongée la Russie. D'autre part, et en foi de leurs nouveaux moyens, ils ont engagé ouvertement le fer avec la Rada. Le 17 décembre, ils ont adressé une lettre au Conseil central ukrainien, où ils assortissent leur reconnaissance de la République populaire d'Ukraine et de son droit de se séparer entièrement de la Russie d'un ultimatum en bonne et due forme, où ils pressent les Ukrainiens d'annuler les mesures qu'ils sont censés avoir prises contre les troupes révolutionnaires et en faveur des cadets et des partisans de Kaledine¹².

Aux menaces s'ajoutent encore les manœuvres de déstabilisation. Trop isolés au sein du Congrès pan-ukrainien des délégués des ouvriers, paysans et soldats qui s'est tenu à Kiev du 17 au 19 décembre, les représentants bolcheviks se sont repliés sur la ville de Kharkov, où ils jouissent d'une certaine audience; le 24 décembre, ils convoquent un nouveau congrès pan-ukrainien des soviets et le 26, ils annoncent que le Comité Central exécutif qui a été élu assume désormais la totalité des pouvoirs en Ukraine. Si le départ de Kiev signifie d'abord l'échec des bolcheviks sur le plan local et régional, il provoque surtout un état de rupture qui contribue à la dramatisation de la situation.

12 LÉNINE (V.I.), *Œuvres*, t. 26, Paris, 1967, pp. 379–381.

Aux menaces du Conseil des commissaires du peuple et à ses actions de subversion et d'invasion que traduit l'arrivée à Kharkov de gardes rouges, la Rada, qui entend se prémunir contre le risque d'un renversement, tout en évitant dans la mesure du possible de heurter de plein fouet les bolcheviks, répond par une fuite en avant diplomatique. Le 1er janvier 1918, une délégation ukrainienne arrive à Brest-Litovsk en vue d'entamer des pourparlers de paix avec les Allemands et les Autrichiens.

Les Français eux-mêmes comprennent au cours du mois de janvier que les jeux sont faits. L'hypothèse ukrainienne disparaît. Averti du rapprochement entre la Rada et les puissances centrales, le général Tabouis se garde même de transmettre un message daté du 5 janvier, où le gouvernement français déclare reconnaître de facto la République populaire ukrainienne. Si impérieusement réclamées par les Ukrainiens eux-mêmes, les dernières initiatives de Paris butent sur les réalités de l'heure.

La guerre bat maintenant son plein entre l'Ukraine et la Russie communiste. En même temps qu'une offensive est lancée contre la nouvelle République, des troubles éclatent à Kiev et dans d'autres villes. En réaction contre les entreprises de Petrograd, la Rada proclame, le 22 janvier 1918, l'indépendance complète de l'Etat ukrainien. Le Quatrième Universal consacre l'événement, dans une atmosphère de crise qu'accuse la débandade des troupes ukrainiennes devant les forces communistes. Menacés de toutes parts – et d'abord par la dérive de leurs propres armées et l'insignifiance de leur autorité – les leaders nationalistes ne semblent avoir émancipé totalement leur République que pour mieux assurer la conclusion de la paix.

A Brest-Litovsk, les négociations sont maintenant accélérées. C'est le sauve-qui-peut qui dicte aux Ukrainiens leur hâte. A mesure que les jours passent, le territoire de la Rada se rétrécit comme une peau de chagrin. Au début de février, les troupes soviétiques arrivent aux portes de Kiev. En prévision d'un effondrement complet du front intérieur, le président de la Rada, le professeur Hruševskij, signe même à l'intention du chef de la délégation ukrainienne à Brest-Litovsk les actes des pleins pouvoirs. Devant l'invasion soviétique et la révolution sociale qu'elle entraîne, les nationalistes envisagent sérieusement le recours à l'intervention étrangère – en l'occurrence allemande – et négocient en ce sens à Brest-Litovsk.

L'accélération des négociations semble, dans le contexte de crise économique et sociale qui affecte l'Autriche et l'Allemagne et de défaite militaire et politique qui bouleverse la Rada, unanimement voulue. Aussi, malgré l'opposition des communistes, la paix est-elle signée entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Bulgarie et la Turquie d'un côté, et la République Populaire Ukrainienne de l'autre, le 9 février, à Brest-Litovsk¹³.

13 L'autre traité de Brest-Litovsk, conclu entre les mêmes puissances de la Quadruple Alliance et la Russie soviétique est signé le 3 mars 1918.

Encore n'est-ce qu'un début. Kiev est tombée la veille. Et tout le territoire – à l'exception d'une bande autour de Jitomir – est maintenant contrôlé par les communistes. Sans intervention militaire, le canevas qui a présidé à l'établissement du contrat risque fort de rester lettre morte. Aussi, à la demande instante de la Rada, les armées allemandes passent-elles à l'offensive le 18 février. Pas plus que les troupes ukrainiennes n'ont offert de résistance aux bandes soviétiques, ces dernières n'en offrent aux divisions allemandes. Le 2 mars déjà, Kiev est «libérée». A la fin du mois, l'Ukraine dans son entier est occupée. Grâce à «l'artillerie lourde» allemande, la Rada est remise en selle.

Dans l'euphorie de la victoire, les nationalistes croient avoir récupéré toute leur autorité. Les bolcheviks ont été écrasés, l'ordre ukrainien rétabli et la République populaire reconnue par les quatre Etats cosignataires du Traité de paix.

3. L'Ukraine sous l'hetman Skoropadskij

Des divergences éclatent très vite entre les leaders ukrainiens et les Allemands. Les professions de foi socialistes et l'esprit d'indépendance des uns achoppent aux tendances conservatrices et aux exigences des autres. Au cours du mois d'avril, le désaccord, que doublent les conflits manifestes entre les Ukrainiens eux-mêmes, tourne à la crise ouverte. Mécontents de la tournure des événements, soucieux de profits immédiats, les Allemands provoquent un coup d'Etat contre la Rada. Le 29 avril, le général Skoropadskij, un ancien aide de camp de Nicolas II, prend le pouvoir à Kiev et instaure un régime autoritaire, l'hetmanat. Avec lui triomphe le parti conservateur. Sous la protection des baïonnettes allemandes, les propriétaires fonciers expropriés de fait ou de droit au cours de l'année précédente reprennent possession de leurs terres. Des nobles polonais vont jusqu'à mettre sur pied des armées personnelles en vue d'assurer l'ordre et la sécurité. Dans l'esprit des populations, le régime de Skoropadskij est immédiatement associé à la réaction. Bien qu'endigé par la violence de la répression qu'exercent séparément ou conjointement les occupants et les hetmanistes, le mécontentement à partir du mois de juin s'étale au grand jour. A la guerre nationale succède la guerre sociale. Des jacqueries éclatent. Des sabotages sont exécutés, des attentats commis. Le 31 juillet, le maréchal von Eichhorn, qui commande l'armée allemande d'occupation, est assassiné par un extrémiste russe.

A l'expérience, l'eldorado économique ukrainien se révèle un rêve plus qu'une réalité. Autrichiens et Allemands sont loin d'obtenir ce qu'ils escomptaient au départ. Leurs exigences, consignées dans des traités conclus avec la Rada d'abord, l'hetmanat ensuite, ne sont jamais satisfaites qu'en

partie. Aux pressions, souvent accompagnées de violence, des autorités, les paysans opposent une résistance sourde ou ouverte, qui se traduit économiquement par une baisse spectaculaire de la production. Plus que jamais dans l'immensité ukrainienne domine la question agraire.

Redimensionnée par l'occupation et la collaboration du parti conservateur, la question nationale ne passe pas pour autant au second plan. Aux réactions xénophobes des paysans qu'ulcèrent les exactions allemandes et autrichiennes s'ajoute la mobilisation de la gauche ukrainienne contre l'hetmanat et l'occupant. Mais le scénario antérieur de la coupure entre les cercles intellectuels, qui cultivent un nationalisme de laboratoire, et la paysannerie, que tourmentent des soucis sociaux très concrets, se renouvelle. Le front n'est jamais commun que dans la nébuleuse des discours.

A ras même des événements, c'est une impression de confusion qui ressort. D'un côté comme de l'autre, les conduites sont entachées de contradictions. Et les jeux de la politique qui entraînent à de curieux commerces entre l'hetman et ses adversaires en compliquent encore la compréhension. Dès la conclusion du traité de paix, les dés sont pipés. Pour sauver leur République populaire, les socialistes ukrainiens n'hésitent pas à appeler l'Allemand et l'Autrichien à la rescousse, hypothéquant du même coup et leur socialisme et leur nationalisme. Et le scandale qu'ils étalent après que leurs alliés de l'heure ont dévoilé leurs ambitions véritables n'enlève rien aux compromissions originelles.

Tout en affichant sans vergogne conservatisme et autoritarisme, Skoropadskij ne manque pas d'être lui aussi partagé sur les partis à prendre. Le titre même d'hetman¹⁴ de toute l'Ukraine qu'il a adopté au lendemain de son coup d'Etat induit à l'interrogation. Ce geste éminemment symbolique participe-t-il du seul opportunisme ou exprime-t-il un vrai nationalisme? Les réponses politiques de l'ancien aide de camp de Nicolas II au cours de son règne ne contribuent guère à éclairer le débat. Ses tendances grandes-russiennes, illustrées par le choix qu'il fait de ministres russes ultra-conservateurs et par les libertés qu'il accorde aux immigrés pour organiser la lutte contre les bolcheviks, sont compensées par ses protestations de foi nationalistes, dont la confirmation concrète semble être le souci qu'il montre de sauver les apparences de la souveraineté ukrainienne et de veiller à l'extension de la culture et de la langue nationales à partir d'une adéquate politique d'éducation. Même son féodalisme agraire est quelque peu corrigé par ses déclarations d'intention stolypinistes, où il défend la timide idée d'une classe de paysans intermédiaires créée et renforcée avec l'aide du gouvernement.

L'ambiguïté que l'hetman entretient autour de ses projets véritables croise incidemment celle de ses adversaires. En octobre 1918, devant l'accumula-

14 Le terme très ancien d'ataman ou hetman désigne le chef élu des communautés cosaques. Il appartient en quelque sorte à la culture historique et mythologique des Ukrainiens.

tion des tensions internes et les échecs qui frappent la Quadruple Alliance, l'hetmanat et l'opposition en viennent à établir des contacts à peine secrets, dont témoigne la rencontre entre Skoropadskij et Vinnišenko le 5. Le temps d'une illusion, l'Union Nationale, qui rassemble des socialistes de toute couleur, envisage un soutien au régime en place. Dès qu'elle constate la mauvaise volonté de l'hetman, elle rompt les contacts et décide un soulèvement contre Skoropadskij.

La cassure est encore approfondie par la nouvelle politique où le chef d'Etat ukrainien s'engage après que l'Allemagne a signé l'armistice. Tandis que le 13 novembre, les leaders nationalistes, réunis en un Directoire de cinq membres, lancent un appel à la révolte, le 14, l'hetman, dans l'espoir d'arracher la reconnaissance et l'intervention de l'Entente, annonce avec fracas son intention d'œuvrer à la constitution d'une fédération pan-russe et conséquemment à la restauration de la Grande Russie.

Le conflit ouvert tourne, dès les premières escarmouches, à l'avantage des nationalistes. Dans les derniers jours de novembre, des bandes d'hommes armés, que rejoignent des unités de l'armée hetmaniste en décomposition, arrivent aux portes de Kiev. Toute l'Ukraine a basculé dans la dissidence. Sous la protection des fusils allemands, Skoropadskij se cramponne à son dérisoire pouvoir. Mais quand il apprend que ses protecteurs ont passé un accord de neutralité avec les insurgés, il en tire immédiatement les conséquences. Le 14 décembre, il signe son acte d'abdication. Le même jour, les troupes du Directoire entrent dans la capitale.

4. Une renaissance républicaine?

Encore la victoire des nationalistes est-elle immédiatement relativisée par l'anarchie intérieure et l'intervention étrangère. En elle-même, l'Ukraine souffre déjà de maux qui prennent le tour, en ces temps de guerre civile, de tragédies collectives. La conjoncture de la misère, de la faim et des épidémies est exaspérée par la violence et la haine.

Au départ même de leur nouvel avatar, les nationalistes sont rongés par les querelles intestines. L'ordre et l'unité sont loin de régner dans leurs rangs. Les armées de Petljura et de Vinnišenko ne ressemblent le plus souvent qu'à des bandes de routiers qui se livrent au pillage et aux pogroms plus qu'à la défense de l'ukrainité. Les semaines qui suivent le triomphe du Directoire sont marquées par un développement spectaculaire du banditisme. Hors de Kiev, l'autorité des leaders ukrainiens est à peine reconnue. Partout des hetmans locaux, investis ou non par le Directoire, exercent la réalité des pouvoirs et des violences. Le succès que l'appel à la révolte lancé par le Directoire a rencontré auprès des populations est doublement contrebalancé

par l'hétérogénéité des motivations qui ont présidé à la mobilisation contre Skoropadskij et par la multiplication du désordre à travers l'Ukraine.

En outre, des mouvements de partisans existent à côté des armées déjà disparates du nationalisme. Dans la région de Gouliai Polie¹⁵ éclate une révolte paysanne sous l'impulsion de l'anarchiste Nestor Makhno. Le but n'est plus l'indépendance de l'Ukraine mais la Révolution sociale. Aussi le *batko*¹⁶ Makhno, comme l'appellent familièrement ses concitoyens, refuse-t-il de reconnaître le Directoire. Plus: en décembre 1918 déjà, il engage la lutte contre les pétlouristes. Et le 30 du même mois, il occupe Iekaterinoslav. Victoire sans lendemain. Car le 31, il est chassé de la ville par les vaincus de la veille. Episode qui témoigne, au-delà de la relativité du triomphe, de la mouvance des événements en Ukraine tout au long des années de crise. C'est si vrai qu'à peine les pétlouristes ont-ils pris leur revanche sur le chef anarchiste que déjà ils sont menacés par une nouvelle force et bientôt pressés et battus par elle, celle que représente l'armée rouge. Le 27 janvier 1919, Iekaterinoslav tombe sous le contrôle des bolcheviks.

La détermination du Conseil des commissaires du peuple n'est pas seulement dictée par le refus que le Directoire oppose à la reconnaissance du régime soviétique en Ukraine, par la ligne indépendantiste qu'il poursuit obstinément ou encore par la servilité dont il témoigne à l'endroit de l'Entente; elle est aussi – et surtout – due à l'intérêt essentiel que revêt l'Ukraine au double titre de la réserve alimentaire et de la tête de pont de la Révolution russe vers l'Europe centrale et vers les Balkans. Au moment même où le Nord connaît une dure disette et où l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie tremblent sous les secousses révolutionnaires, la mainmise sur l'Ukraine s'inscrit dans l'ordre des urgences.

Encore la stratégie soviétique est-elle surdéterminée par le contexte de guerre civile et pour ainsi dire internationale où est plongée la Russie. Contre les rouges se dressent les blancs et leurs alliés cosaques et étrangers. Des contre-révolutions éclatent un peu partout. Tandis qu'en Sibérie, Kolčak étend son autorité et que Denikine assoit la sienne au Kouban, l'ataman Krasnov tente d'assurer l'autonomie du territoire du Don. En Ukraine même, l'armée des volontaires, de conserve avec les Français et les Grecs, assume la sécurité d'Odessa. Et des groupes d'officiers russes, qui se sont formés sous l'hetmanat, essaient, en ferrillant de-ci de-là contre les troupes de Makhno ou de Petljura, de gagner, à travers le Sud de l'Ukraine, la Crimée pour s'y fondre dans les armées de Denikine.

Déjà confuse en elle-même, l'équation ukrainienne est encore compliquée par l'intervention de l'Entente et, en particulier, par celle de la France. Non

15 Gouliai Polie est située au Sud-Est de l'Ukraine, dans l'ancien gouvernement d'Iekaterinoslav.

16 *Batko* veut dire petit père en ukrainien.

que la Petite-Russie soit en soi visée. Mais elle est intégrée dans la stratégie de lutte contre le bolchevisme que les Etats alliés élaborent dans l'enchevêtrement des intérêts et des intentions contradictoires. Le 19 décembre 1918, les premières unités françaises débarquent à Odessa. Très tôt confrontés à l'avance de l'armée rouge, les militaires et les diplomates français à Iași¹⁷ et à Odessa ne savent trop ni jusqu'où aller ni jusqu'à quand. En janvier 1919, des contacts avec le Directoire sont établis. De sérieuses divergences séparent aussitôt Ukrainiens et Français – que doublent celles qui séparent les Français entre eux. Alors que les représentants du Directoire insistent sur la reconnaissance de la République populaire ukrainienne, les porte-parole français n'évoquent que les questions militaires. Devant les réticences et les divergences, les contacts aboutissent à une impasse.

Lancée en décembre 1918, l'offensive des armées communistes progresse très rapidement. Devant l'évidence de l'agression, le Directoire déclare la guerre à la Russie soviétique le 19 janvier. Mais déjà une partie du pays a été conquise par l'armée rouge. La débandade des bandes ukrainiennes se renouvelle. Le 4 février, Kiev tombe. Le Directoire est contraint de fuir à Vinnitsa. Non sans connaître une crise interne qui conduit à la démission de Vinnišenko. Malgré le remaniement ministériel auquel ils procèdent en vue de satisfaire à ce qu'ils croient être les exigences des Alliés, les chefs nationalistes n'essuient dans leurs démarches auprès d'eux que des déconvenues. Isolé, le Directoire l'est totalement et intérieurement et extérieurement.

Ce qui domine dans l'esprit des populations, c'est un sentiment d'absurdité et d'exténuation. La valse des pouvoirs, les horreurs de la guerre, la famine, les épidémies désarment les énergies, suscitent ou accroissent le fatalisme, brisent la conscience nationale. En ce temps de troubles, les mobilisations en masse ne restent jamais que des vœux pieux. Des troupes se forment avec la victoire et se déforment avec la défaite. Engagements en cascade quand tout va bien, désertions en cascade quand tout va mal. Même les allégeances se retournent avec les événements. Avant les idéologies passent les intérêts. Certains chefs cosaques, pétliouristes la veille, se retrouvent le lendemain du côté des bolcheviks. Et inversement. Le commandant suprême Petljura l'apprend à ses dépens. Devant l'offensive soviétique, ses armées – ou plutôt ses détachements de partisans – se sont liquéfiées. La vague triomphale de décembre est inversée en retraite précipitée. Le charisme de Petljura ne suffit pas à redresser le moral chancelant de ses partisans, de ses *Haidamaks*¹⁸, que stupéfient l'ardeur et la discipline des armées communistes. Le nationalisme de plus en plus coupé de la révolution où se

17 C'est à Iași, chef-lieu de la Moldavie, devenu capitale de la Roumanie après la débâcle roumaine de 1917 et l'armistice et le traité de paix conclus avec les Empires centraux que résident le chef de la mission française en Roumanie et le ministre de France.

18 Au XVIII^e siècle, les *Haidamaks* constituaient un mouvement de révolte sociale dans les campagnes de la rive droite du Dniepr soumises au pouvoir de la noblesse polonaise.

sont repliés les chefs ukrainiens ne constitue qu'une pâle réponse aux agressions de la misère et de la mort et à la propagande des bolcheviks.

Pas plus qu'ils ne réussissent à s'imposer durablement à l'intérieur, les pétliouristes ne le réussissent à l'étranger. Leurs délégations dans les capitales européennes se heurtent au scepticisme, à l'ignorance ou encore à la mauvaise volonté des gouvernements en place. A Paris, le chef de la mission ukrainienne, Gregory Sidorenko, a beau adresser lettre sur lettre au président de la Conférence de la paix, il n'essuie jamais que des silences.

La réputation internationale du Directoire, déjà boiteuse en soi, est encore assombrie par les pogroms sanglants qui se déroulent aux quatre coins de l'Ukraine. Quels qu'en soient les auteurs, l'impression prévaut que c'est sous la direction de Petljura qu'ils ont été accomplis.

Le front nationaliste craque de toute part. Au début de mars 1919, Vinnitsa est à son tour occupée par les rouges. Le Directoire est contraint de chercher refuge ailleurs, d'abord à Proskurov, puis, plus loin encore, aux confins de l'Ukraine. En ce temps de chaos et de défaite, il est condamné à une évacuation chronique, que multiplient les divisions intestines qui le déchirent parfois jusqu'à la violence et au coup d'Etat. Le 29 avril, un chef cosaque tente sans succès de renverser le commandant suprême. L'événement n'a d'autre conséquence immédiate que d'affaiblir encore plus la résistance au communisme. Sous le double effet de l'invasion bolchevique et de la zizanie intérieure, le territoire soumis à la juridiction du Directoire se désagrège au cours des semaines. Au début du mois de mai, il est pour ainsi dire réduit à l'état de symbole.

Face à l'invasion des armées communistes, les nationalistes ne sont pas les seuls à fléchir. Dans le Sud de la Russie, les autorités militaires françaises commencent à revenir largement de leur politique initiale d'intervention. Après le débarquement à Odessa, d'autres opérations avaient été réalisées pour prévenir ou enrayer la contagion révolutionnaire et rétablir la sécurité et l'ordre. Nikolaev, Kherson, Tiraspol, Kolosovka, Bielajevska étaient occupées au début de l'année 1919. Mais devant la dégradation de la situation, Paris révisé sa politique. Non seulement le bolchevisme menace de l'extérieur mais encore de l'intérieur. L'insécurité règne dans les villes. La xénophobie s'étale sans voile. Des troupes ou des équipages mordent à la propagande des rouges. Dès le mois de janvier, en pleine ville d'Odessa, des soldats ont publiquement manifesté leur lassitude et leur colère. A la fin du mois, des unités entières cèdent au mauvais esprit. En mars, le bruit de mutineries se met à circuler à Paris.

Aussi, à la suite de la progression spectaculaire des armées communistes et de l'action intense des bolcheviks dans les villes, les autorités militaires françaises décident-elles le réembarquement de leurs forces. La sauvegarde des intérêts économiques passe après la sécurité et le salut de l'armée. Le 9 mars déjà, Kherson est abandonnée. Le 14, c'est au tour de Nikolaev de

l'être. Transformée un temps en camp retranché, Odessa est évacuée au début du mois d'avril devant la double menace de l'invasion extérieure que conduit l'hetman Grigoriev, un ancien officier tsariste rallié provisoirement aux bolcheviks, et de l'insurrection intérieure. L'intervention française se termine sur un fiasco.

L'Ukraine est maintenant presque entièrement sous la coupe des communistes et de leurs alliés de l'heure. A l'ancien chaos tend à se substituer un ordre relatif. Le 10 mars 1919, le IIIe Congrès pan-ukrainien des soviets vote la constitution de la République socialiste soviétique d'Ukraine, calquée sur le modèle de celle de la Russie soviétique.

Sous la conduite de son chef, le Bulgare Christian Rakovskij, le gouvernement entreprend aussitôt de consolider les bases de son autorité en accroissant et en améliorant ses instruments de domination – l'armée et la Tchéka – et en intensifiant la propagande révolutionnaire dans les villes, à la campagne et auprès des unités combattantes. Pour répondre à la crise alimentaire urbaine, des commandos de réquisition sont envoyés dans les villages et les fermes. Les bolcheviks essaient d'exploiter comme ils le peuvent le grenier à blé ukrainien.

Mais au-delà de la soviétisation accélérée de la Petite-Russie, ce que semblent viser les leaders du parti communiste ukrainien, c'est l'extension de la révolution dans les Balkans, sur le Danube ou encore en Europe centrale. Aussi l'effort principal va-t-il à l'armée rouge. Maintenant que la Hongrie a passé sous le contrôle des soviets, les révolutionnaires russes et ukrainiens espèrent dans une jonction prochaine des armées rouges avec celles du nouvel Etat prolétarien. Une marche à travers la Galicie et la Bukovine est envisagée. Une autre, en direction de la Roumanie, est imaginée.

C'est sans compter sur les retournements de la situation intérieure et extérieure. Malgré tous leurs succès les bolcheviks n'ont pas encore réussi à asseoir leur pouvoir. En Ukraine même, des révoltes ont lieu dans les campagnes; des bandes de cosaques un moment ralliées entrent en dissidence. Mais le danger vient surtout de l'Est, où les armées blanches ont repris l'offensive, après avoir été presque acculées à l'extinction. En avril déjà, l'avant-garde de l'armée des volontaires atteint le bassin du Donets. Moscou intime aux Ukrainiens l'ordre de se porter du côté de l'ennemi blanc. Le 27 juin, Kharkov, la première capitale de l'Ukraine soviétique, tombe. En Crimée, la résistance bolchevik cesse. Au début de l'été, le front ukrainien est largement entamé.

Les revers des communistes sont encore accompagnés d'une rupture avec l'hetman Grigoriev¹⁹. Au début du mois de mai, alors qu'il a reçu l'ordre de marcher de concert avec l'armée rouge sur les Roumains, le chef cosaque

19 A la tête d'une bande de partisans, l'ataman Grigoriev a été tour à tour allié à Skoropadskij, Petljura et, à partir de février 1919, aux Bolcheviks.

entre en rébellion. Avec ses troupes, il commence à se battre contre ses alliés d'hier. Des divisions bolchevistes sont détournées des fronts roumain, criméen et ukrainien pour repousser et écraser le mutin. En juin, il est défait, et le 27 juillet assassiné par Makhno. Mais les dégâts qu'il a causés sont immenses. Trois divisions de l'armée rouge ukrainienne ont été détruites, deux autres ébréchées, les lignes de ravitaillement coupées, le réseau télégraphique et téléphonique paralysé. Et surtout l'armée rouge a été distraite des principaux théâtres d'opérations.

Marquées par une même convergence de vues initiale, quelque peu corrigée par les desseins et les idéologies concurrentes, les relations avec Makhno tournent également court au printemps de 1919. Le 4 juin, Trotski dénonce dans un ordre les méfaits et les crimes du chef anarchiste. Averti, le *batko* remet son commandement et quitte le front. Et bientôt, à l'aide de détachements de partisans qu'il a reconstitués, il engage la lutte contre l'armée rouge.

Sous le coup des insurrections intérieures et des invasions extérieures, l'Ukraine replonge dans le chaos. Pressées de toutes parts, les armées rouges cèdent sur tous les fronts. En juillet, les blancs pénètrent en profondeur dans la plaine ukrainienne. De leur côté, les nationalistes relancent leur action depuis les bases étroites qu'ils occupent encore dans l'Ouest de l'Ukraine. Face à la double poussée qu'elles subissent, les armées de Lénine et de Rakovskij sont contraintes au recul constant. Kiev est abandonnée le 30 août. Le même jour, les pétliouristes s'emparent de la ville presque en même temps que les blancs. Les premiers, devant la force supérieure des seconds, s'en retirent après accord et se replient sur la ville voisine de Fastov.

Trois ou quatre Ukraines cohabitent en même temps dans le plus indescriptible désordre et dans la violence la plus meurtrière, celle des volontaires du général Bredov, qui contrôlent l'Orient ukrainien jusqu'à Kiev, celle des nationalistes, qui dominent nominalement l'Occident ukrainien, celle des makhnovistes qui, à l'intérieur des lignes blanches, entreprennent une véritable guerre de partisans, et celle des verts, des incontrôlés, qui épuisent le pays en razzias et en tueries. Les calamités qui s'abattent sur la Petite-Russie dépassent en horreur celles qui ont précédé. L'établissement des responsabilités n'est jamais qu'aléatoire. Les pilleurs et les massacreurs appartiennent à toutes les armées. Nul n'a le monopole de la violence sauvage et aveugle. L'antisémitisme qui sévit à l'excès circule en tout sens. Russes blancs, bolcheviks, anarchistes, pétliouristes, verts, cèdent à des accès de pogroms. Encore est-ce surtout dans les régions contrôlées par les armées du Directoire que les excès confinent aux carnages. A tort ou à raison, le nom de Simon Petljura reste attaché aux bains de sang qui ont jalonné son règne.

Les violences sont encore accusées par les haines sociales. La victoire des uns ou des autres est habituellement accompagnée d'actes de vengeance et d'exécutions brutales. A la radicale lutte de classes que conduisent les bol-

cheviks ou les makhnovistes fait pendant la revanche arbitraire des réactionnaires quand ils redeviennent les maîtres de la situation.

Déjà facilitées par l'immensité plate du territoire, l'extrême fluidité des fronts et l'incertitude des luttes sont déterminées par les faiblesses intrinsèques des armées concurrentes et par leur manque manifeste d'enracinement. Si l'impopularité frappe principalement les blancs, elle affecte aussi les communistes et les nationalistes. Seuls les makhnovistes, dans l'espace limité où ils évoluent, réussissent, semble-t-il, à vivre en osmose avec les populations. Les révoltes qui secouent périodiquement les campagnes contre les autorités provisoirement établies témoignent, au même titre que la chute vertigineuse de la production, du mécontentement endémique où baignent les masses paysannes.

5. *Luttes en Galicie*

Pas plus que la Petite-Russie, la Galicie orientale n'échappe à la tourmente. Son malheur réside déjà au départ dans ses contours flous et dans son enchevêtrement ethnique. A une majorité ukrainienne dans certaines campagnes fait pendant une majorité polonaise ou juive dans certaines villes ou dans certaines bourgades. La capitale même de la région, Lvov, n'est habitée que par une minorité de Galiciens²⁰. Les difficultés que soulève la délimitation des frontières détermine les tensions nationales qu'accusent encore les intérêts économiques incarnés dans les gisements pétrolifères de Galicie. Quand sombre l'Empire des Habsbourgs, éclate une crise immédiate entre les Galiciens et les Polonais.

Dès la mi-octobre 1918, les Ruthènes de l'Empire tentent leur émancipation. Le Conseil national ukrainien, constitué à Lvov le 15 octobre, prend le pouvoir le 1er novembre et proclame l'indépendance de la Galicie. Sous le nom de République nationale ukrainienne occidentale, le nouvel Etat réunit nominalement les territoires ethniques ukrainiens de l'ancienne Double Monarchie.

Mais proclamations et discours sont contredits ou annulés par les entreprises concurrentes des voisins. Les nationalistes ukrainiens en Bucovine²¹ ont été pris de vitesse par les Roumains, qui se sont emparés presque sans coup férir de toute la province. En Ruthénie subcarpathique, intellectuels et hommes politiques, divisés entre partisans du rattachement à la République populaire ukrainienne et partisans du maintien des liens avec la Hongrie, sont contraints de souscrire à l'intégration du territoire – contrebalancée par

20 FÉLIX THUMEN, «Pologne et Ukraine», in *Europe Nouvelle*, 14 juin 1919.

21 Avant la dissolution de la Double Monarchie, la Bucovine faisait partie de l'Empire d'Autriche et la Ruthénie subcarpathique du Royaume de Hongrie.

l'octroi du statut d'autonomie – dans la nouvelle République tchécoslovaque. En Galicie, la conjoncture ne sourit guère plus aux indépendantistes. S'ils contrôlent des zones étendues de l'ancienne province, ils ont dû abandonner Lvov déjà le 20 novembre 1918 aux Polonais et ils ne tiennent plus la voie de chemin de fer Lvov-Przemysl.

Déjà hypothéquée par leurs déconvenues locales, la situation des Galiciens est encore compromise par leur relative solitude internationale. Tandis que se concrétise la mainmise polonaise sur la région litigieuse, la politique des Alliés, malgré des hésitations et des contradictions, semble, dans les faits, incliner vers la Pologne. Préoccupés par la progression du bolchevisme et soucieux, en conséquence, d'établir un solide barrage autour de la Russie, les Français tiennent prioritairement à assurer les frontières de la Pologne et à renforcer ses capacités militaires. Soutenus par le Conseil Suprême Allié, ils autorisent en mars 1919 le retour au pays de l'armée Haller²² et son utilisation sur le front ukrainien.

Les résultats ne se font pas attendre. Bousculées, les armées galiciennes sont contraintes au recul. Leur détresse est encore accrue quand, fortes de l'autorisation que les Alliés leur ont consentie le 25 juin, après qu'ils ont reconnu au gouvernement polonais le droit d'établir une administration civile en Galicie orientale, les armées du général Pilsudski passent à l'offensive généralisée dans le but explicite – et explicitement admis par les Alliés – d'atteindre la rivière Zbrucz²³. En août 1919, les jeux sont faits. Les armées de l'Ukraine occidentale se réfugient en Ukraine orientale.

Leur repli sur l'Ukraine orientale ne signifie pas pour autant la suspension de leurs activités. D'une part, les hostilités avec les Polonais ne sont pas terminées. A l'automne et à l'hiver les armées de Pilsudski lancent des opérations en Volynie occidentale. D'autre part, les armées galiciennes sont employées contre les armées soviétiques. Ce sont elles qui conduisent les principales actions au moment de la reprise de l'offensive en été 1919.

Toutefois, leur participation aux luttes menées depuis le territoire de l'Ukraine orientale ne signifie pas un alignement total sur le Directoire. Alors même qu'ils ne cessent d'être confrontés à des situations critiques, Ukrainiens occidentaux et orientaux sont déchirés par des querelles intestines, que les intérêts et les tendances idéologiques contradictoires ont cristallisées dès la conclusion de leur union. L'union entre la République ukrainienne occidentale et la République démocratique ukrainienne solennellement proclamée en janvier 1919 et l'unification des ministères des affaires étrangères et de la guerre, que la convention du mois d'avril 1919 a intro-

22 L'armée polonaise que commandait le général Jozef Haller avait combattu en France pendant la Grande Guerre. Elle était formée de cinquante mille hommes. Voir NORMAN DAVIES, *White Eagle, Red Star. The Polish-Soviet War. 1919–20*, Londres, 1972, p. 41.

23 La rivière Zbrucz fait frontière entre la Galicie orientale et l'Ukraine anciennement russe. Elle sera reconnue comme telle dans le traité de Riga de 1921.

duite, n'ont pas empêché la continuation des politiques extérieure et militaire séparées.

Déjà malsain en lui-même, le climat des relations inter-ukrainiennes est encore alourdi par les initiatives que le commandant suprême Simon Petljura prend en vue d'établir une sorte d'alliance avec la Pologne au moment même où se déroulent de durs combats entre Galiciens et Polonais. Confronté à un isolement international qui se traduit concrètement par le blocus établi autour de l'Ukraine et par les silences et les rebuffades que les diplomates ukrainiens envoyés à Paris essuient continuellement dans leurs démarches – bien qu'ils réussissent ici ou là à se gagner quelques sympathies, notamment dans les milieux parlementaires français – le leader ukrainien est convaincu, voire obsédé, de la nécessité de s'assurer des alliés au prix, si besoin, de concessions majeures. A la différence d'autres chefs nationalistes, qui recommandent un rapprochement qui avec Lénine, qui avec Denikine, Petljura confond bolcheviks et blancs dans la même suspicion. Malgré les pressions indirectes qu'exercent sur lui les Anglais et les Français en vue de l'amener à conclure un accord avec Denikine, il entend d'abord sonder les intentions polonaises. Les premiers contacts sont établis au printemps. En août, les tractations sont reprises. Par l'intermédiaire de ses représentants à Varsovie, Petljura adresse à Pilsudski des offres de coopération. Après que les blancs se sont emparés de Kiev et se sont presque aussitôt dressés contre les nationalistes en les expulsant de la capitale d'abord, en engageant contre eux les hostilités ensuite, il signe avec les Polonais un armistice théorique. Celui-ci a pour but de stabiliser la frontière occidentale de la République populaire ukrainienne, alors qu'à la menace et à l'invasion bolcheviques se sont substituées la menace et l'invasion blanches.

Est-il suivi par les siens? Des tensions très vives semblent déchirer l'étroite cohorte des nationalistes. Vaincus par les Polonais, les Galiciens – ou du moins certains d'entre eux – penchent vers un accord avec les volontaires de Denikine. Epuisées, décimées par le typhus, les armées galiciennes qui stationnent à proximité des lignes signent contre la volonté de Petljura et même du chef galicien Petruševič un accord avec les dénikinistes. Mais quelle importance, dès lors qu'à la fin de l'année le danger communiste redevient imminent? Kiev tombe le 16 décembre 1919. Entre temps, Petljura, isolé et contesté, s'est réfugié à Varsovie. En février 1920, presque toute la Petite-Russie a été reconquise par l'armée rouge. Et le reste est divisé entre les derniers combattants ukrainiens, qui ont passé en la circonstance de la guerre classique à la guerre de partisans, et les Polonais, qui ont grignoté la Volynie occidentale et ont interné à Lutsk les légionnaires galiciens.

6. La débâcle des nationalistes

En Ukraine, les bolcheviks tentent d'éviter les erreurs qu'ils ont commises précédemment. D'une part, ils décident de «libéraliser» leur politique dans les campagnes en intégrant les paysans moyens – *seredniaks* – dans leur stratégie d'implantation; d'autre part, ils entendent tenir compte du nationalisme ukrainien en ukrainisant massivement le parti communiste, en opérant un rapprochement avec l'aile borotbiste du mouvement social-révolutionnaire et en encourageant la langue et la culture nationales. En février 1920, leur autorité, consolidée par leur nouvelle politique, est restaurée dans les principaux centres. Seuls échappent à leur contrôle quelques districts frontaliers que tiennent les partisans de Petljura et le territoire où Makhno exerce son pouvoir.

Entre temps, sur deux autres fronts, la situation militaire a sensiblement évolué. En Crimée, le général baron Wrangel a repris l'initiative des opérations. Et dans les confins occidentaux, les Polonais, déjà en conflit avec la Russie soviétique depuis le mois de février 1919, lancent contre elle en avril 1920, une offensive de grande envergure. Pour assurer plus complètement la réussite de leur action, ils passent deux accords, l'un politique et l'autre militaire, avec les pétlouristes. Le premier, qui est signé le 21 avril 1920 à Varsovie, affirme le droit de l'Ukraine à une existence politique indépendante et la reconnaissance de l'autorité du Directoire et de son chef, le commandant militaire suprême, Simon Petljura; mais en contrepartie, il consacre l'abandon de la Galicie orientale et de la Volynie occidentale à la Pologne et l'ingérence polonaise dans les affaires intérieures ukrainiennes à travers la protection des propriétés foncières polonaises en Ukraine que Varsovie entend garantir. Signée le 24 avril, la convention militaire accroît encore la subordination de la République populaire ukrainienne à l'Etat polonais. Dans la perspective de l'invasion de la Petite-Russie, le haut commandement polonais est investi d'une autorité très large qui embrasse aussi bien le militaire que le civil. En plus des armées ukrainiennes elles-mêmes – dont le nombre est expressément réduit à trois divisions – il dispose des chemins de fer ukrainiens et reçoit un droit de regard sur l'administration de la République. Les Polonais s'accordent le droit d'établir à leur guise le taux de change des monnaies entre les deux pays. En outre, ils conviennent d'arrêter leur progression au Dniepr. Aux Ukrainiens de prendre pied, s'ils le veulent, sur la rive gauche du fleuve.

Si ces conventions attisent la colère du côté des Ukrainiens – et notamment du côté des Galiciens – en raison de leur caractère humiliant, elles sauvent momentanément la mise de Petljura. Acculé à la solitude et au néant, il trouve dans l'appui polonais un moyen, aussi ironique soit-il, de reconquérir un minimum d'existence internationale et nationale et d'exercer son autorité – même dans le cadre d'un Etat vassalisé.

Le 26 avril, les armées polonaises et ukrainiennes commencent leur marche en avant. A l'exception de quelques unités sévèrement battues, l'essentiel de l'armée soviétique recule en bon ordre.

Encore la conjoncture militaire intérieure ne favorise-t-elle pas les rouges. Des mutineries ont éclaté au début de l'offensive de Pilsudski. Et des raids de partisans ont lieu à l'arrière. Abandonnée le 6 mai, Kiev est occupée le jour suivant par les Polonais.

Alors que ses alliés retirent progressivement leurs forces pour les envoyer sur d'autres fronts, Petljura laissé à lui-même n'entreprend rien qui renforce sa position en Ukraine. Et six semaines plus tard, l'aventure tourne court. Devant la contre-offensive soviétique, les Polonais quittent rapidement leurs bases avancées du Dniepr. La fin de la République populaire est consommée. Le 10 juillet, les dernières unités polonaises et ukrainiennes passent le Zbrucz. Le front retrouve la ligne qu'il avait occupée une année plus tôt. Malgré la guerre de partisans que quelques bandes continuent de mener en Petite-Russie, le mouvement nationaliste est condamné à l'exil et à l'asphyxie.

Ce qui est vrai des pétljouristes, l'est bientôt des makhnovistes. Fortement ébranlées par les coups que leur assènent les armées soviétiques, les troupes de Makhno commencent à se disloquer au cours de l'été 1920. Alors que le commandement soviétique mobilise d'importantes forces, le chef anarchiste ne peut plus compter que sur quelques milliers de partisans et ne peut en conséquence espérer que durer. Le combat inégal cesse en été 1921. Le 28 août, avec quelques derniers compagnons, il passe le Dniestr. La question de l'Ukraine libertaire est résolue.

La question de l'Ukraine nationaliste a été réglée dès l'arrêt des combats entre la Pologne et la Russie soviétique en octobre 1920. Quand Polonais et Soviétiques entament des négociations de paix, des Ukrainiens sont bien admis à la table de conférence mais ce sont les communistes de Rakovskij. Les Polonais se sont rendus aux évidences soviétiques et aux nécessités stratégiques. Le commandant suprême est abandonné à son sort. Ni les relations – maintenant suivies – en exil entre les Ukrainiens nationalistes et les Russes blancs, ni les escarmouches que mènent les dernières bandes de partisans en territoire ukrainien ne remettent en cause l'ordre des réalités. Le traité de paix, qui est signé à Riga le 18 mars 1921, consacre la volonté d'aboutissement des uns et des autres. Nul doute que l'Ukraine, qui en est partie prenante, ne doive à la Russie soviétique sa résurrection. Mais sans marge d'indépendance.

Bibliographie

- ADAMS ARTHUR E., *Bolsheviks in the Ukraine: The Second Campaign 1918–1921*, New Haven, 1963.
- Antisemitizm: pogromy na Ukrain*, Berlin, 1923.
- ARCHINOFF PIERRE, *L'histoire du mouvement makhnoviste (1918–1921)*, Paris, 1928.
- BAUMGART WINFRIED, *Deutsche Ostpolitik 1918. Von Brest Litovsk bis zum Ende des Ersten Weltkrieges*, Vienne, 1966.
- BERNACHOT, général JEAN, *Les armées françaises en Orient après l'armistice de 1918*, t. 2, *L'armée du Danube. L'armée française d'Orient (28 octobre 1918–25 janvier 1920)*, Paris, 1970.
- BOROVSKY PETER, *Deutsche Ukrainepolitik 1918 unter besonderer Berücksichtigung der Wirtschaftsfragen*, Lübeck, 1970.
- BORSCHAK ELIE, «La paix ukrainienne de Brest-Litovsk (9 février 1918)», in *Le Monde Slave*, 1929.
- BORSCHAK ELIE, «L'Ukraine à la Conférence de la Paix (1919–1923)», in *Le Monde Slave*, 1937.
- BORYS JURIJ, *The Russian Communist Party and the Sovietization of Ukraine: A Study in the Communist Doctrine of the Self Determination of Nations*, Stockholm, 1960.
- BRINKLEY GEORGE, *The Volunteer Army and the Allied Intervention in South Russia, 1917–1920*, Notre Dame, 1966.
- BUNYAN JAMES, *Intervention, Civil War and Communism in Russia April–December 1918. Documents and Materials*, Baltimore, 1936.
- CARR EDWAR H., *La Révolution bolchevique. La formation de l'URSS*, Paris, 1969.
- CHAMBERLIN WILLIAM H., *The Russian Revolution*, New York, 1935, 2 vol.
- CHAMBERLIN WILLIAM H., *Ukraine, a Submerged Nation*, New York, 1944.
- CHOULGUINE ALEXANDRE, *Le cauchemar rouge*, Paris, 1927.
- CHOULGUINE ALEXANDRE, *L'Ukraine contre Moscou*, Paris, 1936.
- COMITÉ des DÉLÉGATIONS JUIVES, *Les pogromes en Ukraine sous les gouvernements ukrainiens (1917–1920)*, Paris, 1927.
- CONTE FRANCIS, *Christian Rakovski (1873–1941). Essai de biographie politique*, Paris, 1975, 2 vol.
- DAVIES NORMAN, *White Eagle and Red Star. The Polish-Soviet War 1919–1920*, Londres, 1972.
- Die deutsche Okkupation der Ukraine. Geheimdokumente*, Strasbourg, 1937.
- DIMANŠTEIN SEMEN M., *Revoljucija i nacionalnyj vopros*, t. 3, Moscou, 1927.
- Documents sur les pogroms en Ukraine et l'assassinat de Simon Petlura à Paris*, Paris, 1927.
- DOROSHENKO DMYTRO, *History of the Ukraine*, Edmonton, 1939.
- DUBREUIL CHARLES, *Deux années en Ukraine (1917–1919)*, Paris, 1919.
- FEDYSHYN OLEH, *Germany's Drive to the East and the Ukrainian Revolution, 1917–1918*, New Brunswick, 1971.
- FERRO MARC, «La politique des nationalités du Gouvernement provisoire», in *Cahiers du Monde Russe et Soviétique*, avril–juin 1962.
- FERRO MARC, *La Révolution de 1917*, Paris, 1967–1976, 2 vol.
- FISCHER FRITZ, *Griff nach Weltmacht*, Düsseldorf, 1961.
- FISCHER KURT, *Deutsche Truppen und Entente-Intervention in Südrussland 1918–19*, Boffard am Rhein, 1973.
- FOOTMAN DAVID, *Civil War in Russia*, Londres, 1961.
- La guerre polono-soviétique 1919–1920*, Lausanne, 1975.
- G. L. B., *Souvenirs d'Ukraine, 1917–1918*, Vevey, 1919.
- HEIFETZ ELIAS, *The Slaughter of the Jews in the Ukraine in 1919*, New York, 1921.
- HORNYKIEWICZ THEOPHIL, *Ereignisse in der Ukraine 1914–1932, deren Bedeutung und historische Hintergründe*, Philadelphie, 1967–1969, 4 vol.
- HUNCZAK TARAS ed., *The Ukraine, 1917–1921: A Study in Revolution*, Cambridge (Mass.), 1977.

- KOSYK WOŁODYMYR, *La politique de la France à l'égard de l'Ukraine, mars 1917–février 1918*, Paris, 1981.
- KUTSCHABSKY WASIL, *The Westukraine im Kampfe mit Polen und dem Bolschewismus in den Jahren 1918–1923*, Berlin, 1934.
- LENINE (V.I.), *Œuvres*, Paris, 1958–1966, 37 vol.
- LUCKETT RICHARD, *The White General. An Account of the White Movement and the Russian Civil War*, Londres, 1971.
- MAJSTRENKO IWAN, *Borot'bism. A Chapter in the History of Ukrainian Communism*, New York, 1954.
- MARKUS VASYL, *L'Ukraine soviétique dans les relations internationales et son statut en droit international (1918–1923)*, Paris, 1959.
- MARTY ANDRÉ, *La révolte de la Mer Noire 1918–1919*, Paris, 1939.
- MOTYL ALEXANDER, *The Turn to the Right. The Ideological Origin and Development of Ukrainian Nationalism 1919–1929*, New York, 1980.
- PALJ MICHAEL, *The Anarchism of Nestor Makhno, 1918–1921. An Aspect of the Ukrainian Revolution*, Seattle, 1976.
- PAUSTOVSKI CONSTANTIN, *L'histoire d'une vie*, t. 3, *Une ère inconnue commence ...*, Paris, 1964.
- PIDHAINY OLEH S., *The Formation of the Ukrainian Republic*, Toronto, 1966.
- PIPES RICHARD, *The Formation of the Soviet Union. Communism and Nationalism (1917–1923)*, Cambridge (Mass.), 1970.
- PORTAL, ROGER, *Russes et Ukrainiens*, Paris, 1970.
- RADKEY OLIVER, *The Election of the Russian Constituent Assembly of 1917*, Cambridge (Mass.), 1950.
- REAU LOUIS, *La République indépendante de l'Ukraine*, Paris, 1918.
- RESHETAR JOHN, *The Ukrainian Revolution. A Study in Nationalism*, Princeton, 1952.
- STACHIW MATTHEW, and SZTENDERA JAROSLAW, *Western Ukraine at the Turning Point of Europe's History, 1918–1923*, New York, 1969.
- TEMPERLEY HAROLD W. V., éd., *A History of the Peace Conference of Paris*, t. VI, Londres, 1924.
- VOLINE, *La Révolution inconnue, 1917–1921*, Paris, 1969.
- WANDICZ PIOTR, *France and the Eastern Allies, 1919–1925*, Minneapolis, 1962.
- WANDICZ PIOTR, *Soviet-Polish Relations, 1917–1921*, Cambridge (Mass.), 1969.
- WHEELER-BENNETT JOHN W., *Brest-Litovsk: The Forgotten Peace*, Londres, 1956.
- XYDIAS JEAN, *L'intervention française en Russie: 1918–1919*, Paris, 1927.
- ZETTERBERG SEPPO, *Die Liga der Fremdenvölker Russlands, 1916–1918*, Helsinki, 1978.